

# Capitalisme(s)

**Le Monde** du 13 septembre 2002

Dans un article publié dans ce journal (Le Monde du 24 août), Alain Minc nous livre ses réflexions sur le fonctionnement et l'avenir du capitalisme. Le désarroi présent des marchés financiers et surtout de ceux qui y ont laissé leur chemise n'est pas une caractéristique nouvelle du système. Nous ne vivrions pas, nous dit en substance l'auteur, les derniers soubresauts du capitalisme, mais les prémices de son énième recommencement. Je ne sais les surprises que nous révélera le monde en ce XXI<sup>e</sup> siècle, mais les prophéties des Cassandres n'ont jamais eu ma faveur. Va donc pour l'hypothèse probable de la simple mutation. Mais il se peut que nous n'ayons pas encore été au bout des errements du système, "tant il est vrai, qu'à de certaines époques, il faut parcourir tout le cercle des folies, pour revenir à la raison". Après tout, ce qu'écrivait Benjamin Constant, se référant aux régimes politiques, semble d'application encore plus immédiate s'agissant des comportements économiques.

L'hypothèse qu'Alain Minc invoque pour justifier sa position est que l'éthique de Max Weber viendra remettre de l'ordre dans la maison de Joseph Schumpeter, tous deux frères indissociables du capitalisme. Rigueur et rectitude du protestantisme d'une part, cynisme du désir d'enrichissement de l'autre.

Si l'intuition d'Alain Minc est éclairante, les choses me paraissent un peu plus complexes. Car les crises chez Joseph Schumpeter ne sont pas conséquences d'un dysfonctionnement de la morale, ni d'ailleurs cause d'un surcroît d'éthique. A vrai dire, il n'existe pas de conte immoral du capitalisme. Les deux histoires qui constituent l'idéologie du système - celles d'Adam Smith et de Joseph Schumpeter - ont toutes deux une conclusion morale.

## CRÉATION ET DESTRUCTION

Pour le premier, la recherche égoïste par chacun de son intérêt exclusif (y compris par un dur labeur) aboutit au meilleur résultat pour la société dans son ensemble comme sous l'action d'une main invisible bienveillante. Mais si la morale est sauve à l'échelle du système, c'est que la concurrence a pour effet de supprimer toutes les rentes, toutes les positions de domination. Pour Schumpeter, la dynamique du système résulte de l'activité créatrice - les innovations - de ceux qu'il nomme les entrepreneurs, et dont la seule motivation est, comme pour Adam Smith et Max Weber, l'appât du gain. Mais les innovations, c'est-à-dire l'introduction de produits ou de procédés nouveaux, confèrent de facto à leurs inventeurs une position de monopole.

C'est même la recherche de cette position, et de la rente qui lui est associée, qui constitue la motivation première des entrepreneurs, la récompense de leurs efforts. Pas de rente, pas d'innovations. C'est la raison pour laquelle en tous nos pays le droit des brevets protège les inventeurs.

Mais que devient alors la morale s'il suffit, pour ainsi dire, d'un éclair d'intelligence, pour ensuite vivre d'une rente prélevée sur le travail des autres membres de la société ? La réponse de Schumpeter tient en une notion, le processus de "destruction créatrice". La concurrence dans le monde qu'il décrit est toujours à l'œuvre et son effet est de toujours supprimer les rentes. Car, en même temps qu'ils introduisent de nouveaux produits et procédés, les innovateurs d'aujourd'hui détruisent les rentes de monopole des innovateurs d'hier, qu'ils chassent du marché. La morale est sauve, car les profits de monopole ne sont pas seulement récompense des efforts passés, mais des efforts présents pour rester le plus longtemps dans la course. Et il convient de ne pas douter que de toute façon leur destin est de disparaître.

Le processus est impitoyable puisqu'il mêle de façon indissociable la création et la destruction, comme les deux visages de Janus. Ce qui différencie Max Weber de Joseph Schumpeter est que pour le premier la morale est austère, alors que pour le second elle est empreinte de gaieté. L'intelligence qui préside à la fois à la recherche scientifique, au dynamisme des entrepreneurs, à leur goût du risque, fait vivre l'économie et la société en perpétuelle ébullition.

Alain Minc a donc raison de souligner que les excès sont dans la nature même du capitalisme, car dans la course à l'innovation il est beaucoup d'appelés et peu d'élus. Chacun des compétiteurs le sait,

comme le savent ceux qui les financent. De ce point de vue, la situation présente est donc normale, récurrente : il faut bien faire l'inventaire des décombres laissés par une vague d'innovations. Mais qui contesterait que les nouvelles technologies de l'information et de la communication représentent un progrès réel pour l'économie comme pour la société ? Et qui souhaiterait que l'anticipation d'autres décombres à venir nous fasse renoncer à parcourir les voies de l'innovation dans le domaine des biotechnologies ?

Il y a ainsi toujours une part de rêve dans l'activité humaine, dans le champ économique. Cette part de rêve est particulièrement importante lorsqu'il s'agit de valoriser les entreprises (les cours boursiers), puisque leur valeur dépend de ce qu'il adviendra demain, notamment de la probabilité qu'une idée nouvelle rencontre un marché. Et aucun modèle scientifique ne permet vraiment de le prévoir : l'intuition, l'intelligence et la chance se conjuguent pour décider du sort des investisseurs engagés sur le champ de course de l'innovation.

Cette part inéliminable d'irrationalité qui détermine le goût du risque peut être diversement qualifiée. Keynes parlait des "esprits animaux" des entrepreneurs, parce qu'il était soucieux des sautes d'humeur de la conjoncture et des conséquences qu'elles pouvaient avoir sur la vie des gens. Schumpeter parlait, au contraire, de l'esprit d'entreprise, comme moyen privilégié du progrès, car sa vision était de plus long terme. Cette projection sur le futur qui est dans la nature même de l'acte d'investissement fait que l'économie est, et a toujours été, d'opinion, comme le souligne Alain Minc.

## RENTES ET RÊVES

S'il ne s'agissait que de cela, la situation présente ne devrait pas susciter trop d'inquiétudes. Mais elle contient deux éléments, si ce n'est nouveaux, en tout cas non présents, dans l'analyse de Joseph Schumpeter, et qui lui confèrent une singularité : un processus de captation de rentes et un processus de manipulation de rêves. Le premier est conséquence de la volonté des entreprises de se constituer des rentes de monopoles au-delà de ce que justifie l'innovation. La croissance externe en est le moyen privilégié. Elle conduit rationnellement à surpayer les entreprises acquises, car l'augmentation de la part de marché d'une entreprise lui permet d'accroître son pouvoir de monopole et donc la rente qui lui est associée. Le contrôle du marché permet en effet de mettre en échec le côté destruction du processus schumpétérien, c'est-à-dire de vivre tranquille en réduisant l'intensité de la concurrence. La morale n'est plus sauve, puisqu'alors la rente ne provient d'aucune ingéniosité, d'aucun effort d'innover, mais simplement de la puissance. Mais parce que nulle création de valeur ne s'ensuit, la course à la puissance est vouée à l'échec : pour y participer, il faut sans cesse surenchérir, si bien que la survaleur payée pour les acquisitions devient vite sans rapport avec la rente que l'on peut en espérer.

C'est alors que commence le processus de manipulation des rêves : il faut éviter que les actionnaires ne réalisent la disproportion entre l'une et l'autre - c'est-à-dire l'appauvrissement de l'entreprise - par tous les moyens, y compris la tricherie. Certes, le siècle précédent a connu des banqueroutes retentissantes, des faillites frauduleuses, mais le truquage des comptes érigé en principe de gestion semble être propre au début de ce siècle. La concurrence par l'innovation et la concurrence par la puissance - la recherche effrénée de rentes non par création, mais par absorption - n'ont donc pas les mêmes conséquences économiques et sociales. Si la première conduit au progrès, même émaillé de crises, la seconde produit de l'appauvrissement, celui d'un nombre croissant d'actionnaires floués sous l'effet de "la démocratisation de l'actionnariat" comme on dit aujourd'hui !

Ce capitalisme-là n'a ni le visage avenant de Joseph Schumpeter ni celui, austère, de Max Weber. Il ne suffit pas d'un bon usage du ministère de la parole ni de l'intervention d'un psychothérapeute public pour dénouer la crise, comme conclut Alain Minc, pour qui les gouvernements auraient perdu tout autre pouvoir ; il y faut au contraire des interventions concrètes propres à faire obstacle à l'appauvrissement des sociétés. Et, n'en déplaise à l'auteur, c'est ce qui se produit. Code, peut-être, comme il dit, les "interventions prophétiques" d'Alan Greenspan, mais réalité, ô combien concrète, la baisse des taux d'intérêt. Code encore, les "incantations des hommes politiques", mais soulagement, ô combien réel, de la société sous l'effet de l'augmentation des dépenses publiques et de la réduction des impôts. Demandez enfin aux chefs d'entreprise s'ils considèrent les nouvelles régulations, et notamment le plafonnement de leurs rémunérations, comme des paroles... paroles.

S'il est une intelligence du capitalisme, c'est que, chaque fois qu'il chasse l'Etat par la porte, il crée en même temps de grandes baies vitrées pour lui permettre de rentrer à nouveau.

